

Rédacteur des comptes rendus

Concours externe 2019

BROCHURE

Les informations contenues dans cette brochure
s'appliquent au concours ouvert en 2018.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Service des Ressources humaines
126 rue de l'Université – 75355 PARIS 07 SP
redacteur2019@assemblee-nationale.fr

www2.assemblee-nationale.fr/informations-pratiques/concours-stages-et-apprentissage



SOMMAIRE

Page

MISSIONS – STATUT – CARRIÈRE	3
CALENDRIER PRÉVISIONNEL	5
NATURE DES ÉPREUVES	6
DÉROULEMENT ET CORRECTION DES ÉPREUVES	7
CONDITIONS POUR CONCOURIR ET POUR ENTRER DANS LES CADRES	8
PROCÉDURE D'INSCRIPTION	10
COMPOSITION DU DOSSIER D'INSCRIPTION	11
DEMANDE D'AMÉNAGEMENTS D'ÉPREUVES POUR LES CANDIDATS RECONNUS PERSONNES HANDICAPÉES	13
LISTES DES PIÈCES À FOURNIR PAR LES CANDIDATS ADMISSIBLES	14
REMBOURSEMENT DES FRAIS ENGAGÉS PAR LES CANDIDATS ADMISSIBLES MAIS NON ADMIS	15

L'Assemblée nationale organise un concours externe pour le recrutement de **8 rédacteurs des comptes rendus**. En fonction des résultats, le jury pourra établir une liste complémentaire de 6 noms au maximum.

MISSIONS – STATUT – CARRIÈRE

MISSIONS

L'article 33, alinéa premier, de la Constitution pose le principe de la publicité des débats de l'Assemblée nationale et impose la publication au Journal officiel de leur compte rendu intégral. Un service est spécialement chargé de l'élaboration de ce document. Par ailleurs, la révision constitutionnelle de 2008, qui a renforcé le rôle des commissions, a rendu nécessaire la création d'un second service spécialement chargé de l'établissement des comptes rendus de réunions des commissions, des missions d'information et des délégations de l'Assemblée nationale.

Les rédacteurs des comptes rendus appartiennent à un corps spécifique de fonctionnaires. Ils sont affectés indifféremment au service du compte rendu de la séance et à celui des comptes rendus des commissions, dont ils relèvent ensuite alternativement durant leur carrière.

I. – LE SERVICE DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE

La publication d'un compte rendu intégral donne à chaque citoyen la possibilité de prendre connaissance des travaux parlementaires et rend effectif le caractère public des séances. Selon l'article 59 du Règlement de l'Assemblée nationale, le compte rendu intégral est le procès-verbal de la séance.

Les rédacteurs se relaient en séance toutes les quinze minutes au pied de la tribune de l'orateur. Pendant ce laps de temps, ils prennent des notes qui leur permettront de retracer tous les aspects du débat : intervention de l'orateur principal, interruptions dont ils identifient les auteurs, mouvements de séance, suivi de la procédure. Ils rédigent ensuite leur compte rendu sur traitement de texte et disposent pour cela de l'enregistrement officiel de la séance.

La transposition en langage écrit de propos souvent improvisés doit respecter la pensée et le style de l'orateur, mais nécessite une remise en forme pour éliminer les imprécisions et imperfections de l'expression orale. Pour la partie législative des débats, le compte rendu intégral doit reproduire fidèlement les règles de la procédure.

Le travail des rédacteurs est relu et éventuellement corrigé par des chefs de séance (directeur ou directeurs-adjoints) qui ont à tour de rôle la responsabilité du compte rendu de la séance à laquelle ils ont assisté.

Le compte rendu intégral d'une séance est diffusé, prise par prise, d'abord sur le site Intranet de l'Assemblée, puis, après corrections par les chefs de séance, sur le site Internet de l'Assemblée dans les quatre heures suivant le prononcé en séance publique. La mise en ligne de la version définitive de l'ensemble intervient en moyenne six heures après la fin des séances du matin et de l'après-midi, et le lendemain pour les séances de nuit. Qu'il s'agisse d'une séance du matin, de l'après-midi ou de nuit, les rédacteurs traitent immédiatement leur prise dès le retour de séance.

Le compte rendu est transmis simultanément par voie informatique au *Journal Officiel* qui en assure l'impression. Il fait également l'objet d'un fascicule interne à l'Assemblée qui est distribué en moyenne dans les 24 heures suivant la fin d'une séance. Les articles des projets ou propositions de loi, les amendements, les sous-amendements examinés au cours d'une séance font l'objet d'un cahier spécifique.

II. – LE SERVICE DES COMPTES RENDUS DES COMMISSIONS

Ce service établit les comptes rendus des réunions des commissions, des missions d'information et des délégations. Cela concerne principalement les auditions de membres du Gouvernement ou de personnalités diverses, mais également les débats des commissions portant sur les textes de loi et les amendements éventuels à y apporter.

Les rédacteurs assistent aux réunions et se relaient au bout d'une période de temps qui varie d'une demi-heure à une heure et demie selon les circonstances. Puis ils rédigent leur compte rendu à l'aide des notes qu'ils ont prises et de l'enregistrement sonore des propos tenus au cours de la réunion. Il leur faut travailler en général dans l'urgence, et la nature de leur production diffère quelque peu de celle des rédacteurs de la séance publique. À la différence du compte rendu de la séance, le compte rendu des réunions de commissions n'est pas « intégral », mais il doit être « précis » et complet. Cela suppose de savoir dégager rapidement l'essentiel, selon une approche « analytique ».

La copie des rédacteurs est revue et, le cas échéant, corrigée par le directeur ou l'un des directeurs adjoints du service. Elle est ensuite transmise au secrétariat de la commission concernée, qui la vérifie et en assure la publication sous sa responsabilité sur le site Internet de l'Assemblée nationale. Des extraits peuvent également être repris dans les rapports imprimés.

III. – UN MÉTIER ORIGINAL

Les rédacteurs des comptes rendus échappent à la monotonie en raison de la très grande variété des sujets traités. Ils ont aussi la chance d'évoluer au cœur du débat politique.

Si l'intérêt de la profession est réel, l'éventuel candidat ne doit cependant pas ignorer ses difficultés et ses contraintes.

Le rédacteur doit être en mesure de fournir un effort soutenu d'attention et d'assimiler très rapidement les éléments essentiels d'un débat qui peut porter sur des sujets complexes ou techniques. Appelé à assurer ses fonctions pendant de longues heures, il doit faire preuve d'une grande résistance nerveuse et physique. Il est, de plus, tenu à une totale disponibilité, notamment en raison des séances de nuit, qui sont de règle pendant pratiquement toute la durée des sessions.

Une aisance de rédaction est évidemment indispensable pour trouver rapidement le mot juste, la tournure correcte, l'expression claire. Devant certains passages particulièrement obscurs, son travail peut parfois s'apparenter à celui d'un traducteur, avec ce que cela implique de réflexion et de respect de la pensée de l'orateur, dont toutes les nuances doivent être reproduites. Une bonne capacité d'analyse lui est donc nécessaire, car les textes sur lesquels porte le débat sont souvent d'une grande complexité.

Le rédacteur ne peut dominer tous les sujets traités au cours des débats car leur variété est infinie. Toutefois, une bonne information, notamment dans les domaines politique, économique, juridique, social et culturel, évite les erreurs de compréhension et d'interprétation.

Enfin, le travail de rédacteurs des comptes rendus de l'Assemblée nationale est avant tout un travail d'équipe pour lequel l'esprit de solidarité est indispensable.

STATUT

Aux termes de l'article 8 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958, les fonctionnaires des services de l'Assemblée nationale sont des **fonctionnaires de l'État** dont le statut est arrêté par le Bureau de l'Assemblée nationale.

Ils sont soumis à une obligation de **neutralité politique** dans l'exercice de leurs fonctions et de **discrétion professionnelle** pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils ont pu avoir connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

CARRIÈRE

Les rédacteurs des comptes rendus sont recrutés en qualité de stagiaires. Ils peuvent être titularisés après un an passé dans le cadre extraordinaire. Ils bénéficient ensuite d'un avancement d'échelon tous les deux ans et sont inscriptibles pour un avancement au grade de conseiller après douze ans de services.

Les rédacteurs des comptes rendus accomplissent la totalité de leur carrière au sein de l'Assemblée nationale. Des possibilités de mobilité externe existent, cependant, auprès de parlements étrangers, d'institutions européennes, d'organisations internationales, d'organismes juridictionnels ou d'autorités administratives indépendantes. En outre, malgré la spécificité de leur métier, les rédacteurs des comptes rendus peuvent également avoir l'occasion d'accéder à d'autres fonctions au sein de l'administration de l'Assemblée nationale.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL

Le **calendrier prévisionnel** du concours est le suivant :

- **Ouverture des inscriptions : vendredi 19 octobre 2018 (15 heures)**
- **Clôture des inscriptions : vendredi 16 novembre 2018 (minuit)**
- Épreuve de présélection : semaine du 14 janvier 2019
- Épreuves d'admissibilité : semaine du 11 mars 2019
- Épreuves d'admission : mai-juin 2019
- Date d'entrée dans les cadres : à compter de juin 2019

Les dates des épreuves et de l'entrée dans les cadres sont **prévisionnelles** et pourront être modifiées en cas de besoin. Toute modification du calendrier sera publiée sur le site Internet de l'Assemblée nationale : <http://www2.assemblee-nationale.fr/informations-pratiques/concours-stages-et-apprentissage>.

NATURE DES ÉPREUVES

Le concours externe comporte une épreuve de présélection; des épreuves écrites d'admissibilité et d'admission et une épreuve orale d'admission.

I. – PHASE DE PRÉSÉLECTION

L'épreuve de présélection consiste en la rédaction du compte rendu analytique d'un discours parlementaire. Le discours est lu aux candidats. Ceux-ci prennent des notes à partir desquelles ils doivent rédiger, en style direct, le compte rendu du discours (*durée de la lecture : 15 minutes – durée de la rédaction du compte rendu : 1h30*).

La note obtenue à cette épreuve n'est pas retenue dans le total ultérieur des points.

II. – PHASE D'ADMISSIBILITÉ

L'admissibilité comporte trois épreuves écrites :

1. Une épreuve écrite consistant en la rédaction d'un compte rendu analytique à partir d'un enregistrement d'un ou de plusieurs extraits de débats en séance publique. Les candidats prennent des notes pour rédiger le compte rendu en style direct (*coefficient : 3, durée de l'enregistrement : 15 minutes – durée de la rédaction du compte rendu : 1h30*).

2. Une épreuve écrite consistant en la rédaction d'un compte rendu intégral à partir de la transcription, mot à mot (*verbatim*), des propos d'un ou de plusieurs orateurs (*coefficient : 3, durée : 2h30*).

3. Une épreuve écrite de culture générale composée de plusieurs questions à réponse courte portant sur les problèmes politiques, internationaux, économiques et sociaux du monde contemporain (*coefficient : 2, durée : 3 heures*).

II. – PHASE D'ADMISSION

L'admission comprend une épreuve écrite et une épreuve orale :

1. Une épreuve écrite consistant en la rédaction de deux comptes rendus intégraux (*coefficient : 5, durée : 6h30*).

Pour chaque exercice, les candidats transcrivent l'enregistrement d'extraits vidéo de débats en séance publique, d'une durée de quinze minutes. Ils disposent de trois heures pour rédiger, en style direct, un compte rendu. Les candidats ont à leur disposition un logiciel de traitement de texte et un logiciel ou un programme de lecture de fichiers audio permettant l'écoute des extraits visionnés.

2. Une épreuve orale (*coefficient : 3, durée : 25 minutes*) consistant en :

– une présentation par le candidat de sa formation, de son parcours professionnel et des raisons qui l'incitent à se présenter au concours (durée maximum : 5 minutes) ;

– un entretien permettant d'apprécier la personnalité, la motivation et l'adéquation au poste du candidat. Pour cet entretien, le jury dispose d'une fiche individuelle de renseignements préalablement remplie par le candidat (*durée : 20 minutes*).

DÉROULEMENT ET CORRECTION DES ÉPREUVES

Les candidats autorisés à concourir sont admis dans la salle où se déroule l'épreuve sur présentation de leur convocation et d'une pièce d'identité officielle comportant une photographie et leur signature.

Dans le cas où leur convocation ne leur parviendrait pas au moins 48 heures avant le début des épreuves, il appartiendra aux candidats de se mettre sans délai en rapport avec le service des Ressources humaines de l'Assemblée nationale. Le défaut de réception de la convocation ne saurait engager la responsabilité de l'administration.

L'accès aux salles d'examen est strictement interdit à tout candidat qui se présente après l'ouverture des enveloppes scellées contenant les sujets, quel que soit le motif du retard.

Le fait de ne pas participer à une épreuve obligatoire ou de s'y présenter en retard, soit après l'ouverture des enveloppes scellées contenant les sujets pour les épreuves écrites, soit après l'heure de la convocation pour les épreuves orales, entraîne l'élimination du candidat.

Les candidats sont tenus de respecter les règles applicables aux concours de l'Assemblée nationale. Il leur est notamment interdit :

- d'introduire dans le lieu des épreuves ou la salle de préparation des épreuves tout document, note ou instrument dont l'usage n'aurait pas été expressément prévu par le règlement du concours ou autorisé par le jury ;
- de communiquer entre eux ou de recevoir des renseignements extérieurs ;
- de sortir du lieu des épreuves ou de préparation sans l'autorisation d'un surveillant.

Chaque épreuve, notée de 0 à 20, est affectée des coefficients indiqués pour chaque épreuve. Toute note inférieure à 6 sur 20 dans une épreuve est éliminatoire, sauf décision contraire du jury.

Les copies d'épreuves doivent être anonymes. Toute mention du nom ou du numéro du candidat – en dehors de la partie de la copie prévue à cet effet – ou l'apposition d'un signe distinctif quelconque entraîne l'exclusion immédiate et automatique du concours, sans préjudice de poursuites éventuelles en vertu de la loi du 23 décembre 1901 réprimant les fraudes dans les examens et concours publics.

Le jury arrête la liste des candidats appelés à prendre part aux épreuves d'admission. Il établit le classement définitif en totalisant les points obtenus aux épreuves d'admissibilité et d'admission.

Il est fortement recommandé aux candidats d'utiliser un stylo à encre noire durant les épreuves.

L'ensemble de la réglementation applicable aux concours est disponible sur le site Internet de l'Assemblée nationale, rubrique « Concours et recrutement » (<http://www2.assemblee-nationale.fr/informations-pratiques/concours-stages-et-apprentissage>).

CONDITIONS POUR CONCOURIR ET POUR ENTRER DANS LES CADRES

Les candidats doivent, à la date de clôture des inscriptions, fixée au **vendredi 16 novembre 2018** inclus :

1. Posséder la nationalité française ou la nationalité d'un autre État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ;

Les ressortissants de la Confédération suisse, de la Principauté de Monaco et de la Principauté d'Andorre sont soumis aux mêmes règles que les ressortissants de l'Union européenne.

2. Jouir de leurs **droits civiques** dans l'État dont ils sont ressortissants ;
3. Être âgés de **plus de 18 ans** ;
4. N'avoir subi **aucune condamnation** incompatible avec l'exercice des fonctions ;
5. Se trouver en position régulière au regard des **obligations de service national de l'État dont ils sont ressortissants** ;
6. Être titulaires d'un **diplôme national ou reconnu par l'État sanctionnant au moins quatre années de formation après le baccalauréat** ou présenter un **certificat attestant la qualité d'ancien élève d'une École normale supérieure** ou présenter un **justificatif de réussite à un concours de l'agrégation**.

Autres situations :

Les candidats ne remplissant pas la condition de diplôme peuvent présenter **une demande d'équivalence** :

a) s'ils ne remplissent pas la condition de diplôme visée mais justifient de **l'accomplissement avec succès d'un cursus de formation de niveau équivalent et d'une durée d'au moins quatre ans** (ex. : 1^{ère} année validée de master, 4^{ème} année validée en IEP) ;

b) s'ils sont titulaires d'un **titre ou diplôme** autre que celui requis, en particulier lorsque les titres, diplômes ou attestations de formation produits par les candidats et **délivrés dans un État autre que la France** peuvent être reconnus de niveau équivalent ;

c) s'ils justifient, à la date de clôture des inscriptions, de **l'exercice d'une activité professionnelle**, salariée ou non salariée, exercée de façon continue ou non, équivalente à une durée totale cumulée d'au moins quatre ans à temps plein et relevant de la même catégorie socioprofessionnelle que celle de la profession à laquelle la réussite au concours permet l'accès. La durée totale cumulée d'expérience exigée est réduite à deux ans lorsque le candidat justifie d'un titre ou d'un diplôme de niveau immédiatement inférieur à celui requis. Les périodes de formation initiale ou continue, quel que soit le statut de la personne, ainsi que les stages et les périodes de formation en milieu professionnel accomplis pour la préparation d'un diplôme ou d'un titre ne sont pas pris en compte pour le calcul de la durée d'expérience requise.

Les **demandes d'équivalence** de formation ou de diplôme et les demandes de reconnaissance de l'expérience professionnelle sont appréciées par la **commission** instituée par l'arrêté du Président et des Questeurs n° 09-074 du 19 juin 2009.

7. Tous les candidats admis seront soumis à une **visite médicale d'aptitude physique** aux fonctions effectuée par le médecin agréé par l'Assemblée nationale avant leur entrée dans les cadres.

Tout candidat qui n'est pas reconnu apte par le médecin agréé par l'Assemblée nationale peut, dans un délai de sept jours francs suivant la notification qui lui est faite de la décision d'inaptitude, adresser une demande accompagnée d'un certificat de son médecin habituel sollicitant l'arbitrage d'un confrère. Cet arbitre est choisi d'un commun accord par le médecin agréé.

*Les conditions de diplômes ou d'équivalence, de nationalité, ainsi que, pour les candidats de nationalité française de moins de 25 ans, de régularité de leur position au regard des obligations de service national, sont appréciées à la **date de clôture des inscriptions**. Elles doivent être justifiées par les candidats à cette même date. Des compléments d'information peuvent être demandés aux candidats par l'administration.*

Les candidats doivent accompagner leur demande d'équivalence de toutes pièces utiles à son examen au moment de leur inscription.

Tout titre, diplôme ou certificat obtenu hors de France doit être traduit en français et authentifié par l'autorité compétente.

PROCÉDURE D'INSCRIPTION

La procédure d'inscription se déroule en deux étapes :

ÉTAPE 1 : LA PRÉINSCRIPTION EN LIGNE

Une seule préinscription en ligne est autorisée par candidat.

Pour vous inscrire, vous devez disposer du logiciel Adobe Reader® et d'une imprimante.

a) Le **formulaire de préinscription** est disponible sur le site de l'Assemblée nationale à l'adresse : <http://www2.assemblee-nationale.fr/informations-pratiques/concours-stages-et-apprentissage>.

Lorsque vous accédez au formulaire, vous devez créer un **mot de passe** et le confirmer. Une **clef d'identification** est alors automatiquement générée. Veillez à bien conserver ces deux éléments : ils vous seront nécessaires pour accéder à votre formulaire et pour toute correspondance ultérieure. En cas de perte ou d'oubli, ils ne pourront pas vous être restitués.

b) **Complétez** le formulaire étape par étape, en suivant attentivement les instructions données. Vérifiez toutes les informations fournies, notamment le **choix de vos options**.

c) **Validez** votre formulaire après l'avoir vérifié. Il est alors transmis par voie électronique au service des Ressources humaines de l'Assemblée nationale et un fichier au format PDF est automatiquement généré. **Enregistrez** ce fichier. Vous pouvez ensuite passer à l'étape suivante.

ÉTAPE 2 : L'ENVOI PAR COURRIER DU DOSSIER D'INSCRIPTION

a) **Imprimez, datez et signez** le formulaire d'inscription généré au format PDF au moment de sa validation.

b) **Reportez-vous** aux pages suivantes de la brochure pour préparer, en fonction de votre situation, les photocopies des pièces justificatives demandées.

c) **Envoyez** votre **dossier d'inscription complet**, constitué du formulaire d'inscription et des copies des justificatifs demandés, au plus tard le **vendredi 16 novembre 2018** (le cachet de La Poste faisant foi), à l'adresse suivante :

ASSEMBLÉE NATIONALE - Service des Ressources humaines
Concours externe de rédacteur des comptes rendus 2019
126 rue de l'Université – 75355 PARIS 07 SP

Seul le formulaire d'inscription, daté et signé, envoyé par voie postale dans le délai fixé, valide votre demande d'inscription au concours. Sans ce document, l'administration ne pourra pas instruire cette demande. La recevabilité de cette demande sera ensuite examinée, par le service des Ressources humaines, au vu notamment des pièces justificatives produites. Pour être pris en compte, votre dossier d'inscription doit donc être complet.

Aucun dossier d'inscription transmis par courriel ou par télécopie ne sera accepté.

Il est conseillé aux candidats de s'assurer de la bonne réception de leur dossier d'inscription en envoyant celui-ci par **recommandé** ou par **lettre suivie**. **Il ne sera répondu à aucune demande concernant la bonne réception du dossier, qu'elle soit écrite, téléphonique ou adressée par courrier électronique.**

Pour tout renseignement complémentaire, ou pour signaler un problème lors de votre inscription sur Internet, vous pouvez envoyer un courriel à l'adresse : redacteur2019@assemblee-nationale.fr.

COMPOSITION DU DOSSIER D'INSCRIPTION

Pour être complet, le dossier d'inscription doit comporter les éléments suivants :

1. Le formulaire d'inscription dûment complété, daté et signé

2. Un justificatif de nationalité

	POUR LES CANDIDATS	JUSTIFICATIF(S)
1.	de nationalité française	<ul style="list-style-type: none"> • une photocopie de la carte nationale d'identité en cours de validité (recto <u>et</u> verso) <li style="text-align: center;"><u>ou</u> • une photocopie du passport en cours de validité <li style="text-align: center;"><u>ou</u> • un certificat de nationalité
2.	ressortissants d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen autre que la France	<ul style="list-style-type: none"> • une photocopie du passport en cours de validité <li style="text-align: center;"><u>ou</u> • un certificat de nationalité ou tout autre document authentique attestant de la nationalité de l'État dont ils sont ressortissants, traduit et authentifié par le consulat en France de l'État dont ils sont ressortissants

NB : Les cartes d'identité délivrées à partir du 1^{er} janvier 2004 sont valables 15 ans si la personne était déjà majeure lors de la délivrance de la carte.

Si la pièce d'identité (CNI ou passeport) est en cours de renouvellement, le candidat doit fournir une **photocopie du dépôt de demande de la nouvelle pièce (CNI ou passeport)**. La photocopie recto/verso de la nouvelle pièce devra ensuite être transmise dans les meilleurs délais afin de régulariser le dossier d'inscription.

3. Un justificatif du niveau requis pour concourir

Vous pouvez fournir, selon votre situation :

- une copie du **diplôme** ou des pièces exigées par la réglementation pour être autorisé à concourir ;

ou

- les pièces justificatives venant à l'appui de votre **demande d'équivalence** ⁽¹⁾ ;

ou

- le formulaire de **demande de reconnaissance de l'expérience professionnelle**, accompagné des pièces justificatives requises (formulaire téléchargeable sur le site de l'Assemblée nationale : <http://www2.assemblee-nationale.fr/informations-pratiques/concours-stages-et-apprentissage>).

Tout titre, diplôme ou certificat obtenu hors de France doit être traduit en français et authentifié par l'autorité compétente. Tous les documents en langue étrangère doivent être accompagnés de leur traduction en français par un traducteur assermenté.

⁽¹⁾ Si vous êtes en cours de master (master 1), pour justifier de la validation de votre première année, vous pouvez fournir la copie de vos relevés de notes ou une attestation de réussite. Les documents doivent pouvoir être authentifiés (tampons officiels, signatures visibles...).

4. Pour les candidats de nationalité française, un justificatif de régularité de la position au regard des obligations de service national

CANDIDAT(E)S ÂGÉES	JUSTIFICATIF(S)
<p>de moins de 25 ans à la date de clôture des inscriptions</p>	<ul style="list-style-type: none"> • une photocopie du certificat individuel de participation à la Journée Défense et Citoyenneté (JDC) / Journée d'Appel de Préparation à la Défense (JAPD) ; <p>Attention : l'attestation de recensement ne correspond pas au document demandé ;</p> <p><u>ou</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • une photocopie de l'attestation provisoire de la participation à la JDC ; <p><u>ou</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • une photocopie de l'attestation individuelle d'exemption.
<p>de plus de 25 ans à la date de clôture des inscriptions</p>	<p>Aucun justificatif n'est exigé pour l'admission à concourir ^(*).</p>

(*) **IMPORTANT** : En application de l'article 33 du Règlement intérieur de l'Assemblée nationale, nul ne peut être admis dans les cadres s'il n'a satisfait aux obligations imposées par la loi sur le service national. Un justificatif de régularité de la position au regard des obligations de service national sera donc demandé aux candidat(e)s âgé(e)s de plus de 25 ans au stade de l'admissibilité.

Pour les candidats (hommes) nés avant le 1^{er} janvier 1979, les dispositions antérieures à la loi n° 97-1019 portant réforme du service national continuent de s'appliquer. Si vous ne disposez pas d'un justificatif, vous pouvez en faire la demande au Centre des archives du personnel militaire de Pau (CAPM).

Attention : compte tenu des délais de traitement d'une demande qui peuvent atteindre deux mois, il est vivement recommandé aux candidats d'engager dès à présent les démarches nécessaires pour obtenir leur justificatif.

En cas de difficulté, nous vous invitons à contacter sans délai le service des Ressources humaines, par courriel, à l'adresse : redacteur2019@assemblee-nationale.fr.

5. Pour les candidats handicapés demandant à bénéficier d'aménagements d'épreuves, le justificatif prévu selon leur situation (voir page dédiée de la brochure)

DEMANDE D'AMÉNAGEMENTS D'ÉPREUVES POUR LES CANDIDATS RECONNUS PERSONNES HANDICAPÉES

Les **candidats reconnus personnes handicapées**⁽¹⁾ souhaitant bénéficier d'aménagements d'épreuves doivent en faire la demande au moment de l'inscription. Ils sont soumis, avant le début des épreuves, à une **visite médicale obligatoire** effectuée auprès d'un médecin agréé par l'Assemblée nationale, au cours de laquelle le médecin statue sur les aménagements demandés par les candidats.

Les situations permettant de demander des aménagements d'épreuves et les justificatifs à fournir sont :

	CATÉGORIE	JUSTIFICATIF(S)
1.	Travailleurs reconnus handicapés par une commission départementale des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH)	Décision de la CDAPH en cours de validité.
2.	Victimes d'accident du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 % et titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire	Copies de la notification de la caisse d'assurance maladie indiquant le taux d'incapacité permanente <u>et</u> du relevé récapitulatif des versements effectués par la caisse à l'assuré au cours de l'année précédant celle de l'ouverture du concours. Fonctionnaires de l'État : copie de l'arrêté du ministre chargé des finances concédant l'allocation temporaire d'invalidité ou la rente viagère d'invalidité. Fonctionnaires territoriaux et hospitaliers : copie de l'arrêté de concession d'une allocation temporaire d'invalidité ou d'une rente viagère d'invalidité.
3.	Titulaires d'une pension d'invalidité attribuée au titre du régime général de sécurité sociale, de tout autre régime de protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics à condition que l'invalidité des intéressés réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain	Copies de la notification par la caisse d'assurance maladie de la décision d'attribution d'une pension d'invalidité <u>et</u> du relevé récapitulatif des versements effectués par la caisse à l'assuré au cours de l'année précédant celle de l'ouverture du concours.
4.	Anciens militaires et assimilés, titulaires d'une pension militaire d'invalidité au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	Copie du titre de pension délivré par le ministère chargé des finances.
5.	Titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi n° 1-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service	Copie du titre d'allocation ou de rente délivré par la Caisse des dépôts et consignations.
6.	Titulaires de la carte « mobilité inclusion » (anciennement carte d'invalidité) définie à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles	Copie de la carte en cours de validité.
7.	Titulaires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH)	Copie de la décision de la caisse d'allocations familiales (CAF) ou de la caisse de mutualité sociale agricole (MSA) accordant le bénéfice de l'AAH.

La visite médicale obligatoire permettant de déterminer les aménagements nécessaires devra être effectuée avant une **date fixée par le service des Ressources humaines**. Les candidats ayant demandé des aménagements d'épreuves recevront un dossier médical qu'ils devront compléter avec leur médecin habituel. Ce dossier dûment complété devra ensuite être remis au médecin agréé par l'Assemblée nationale lors de la visite médicale obligatoire.

Il est précisé que **seul le médecin agréé par l'Assemblée nationale** peut autoriser l'aménagement des conditions de déroulement des épreuves en tenant compte du handicap.

⁽¹⁾ Le handicap des candidats ressortissants d'un État membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, autre que la France, devra être reconnu par un organisme habilité en France.

LISTES DES PIÈCES À FOURNIR PAR LES CANDIDATS ADMISSIBLES

Les pièces énumérées ci-dessous devront être fournies par les candidats déclarés **admissibles**.

A – Pour l'ensemble des candidats :

- Quatre photographies d'identité récentes portant mention, *au verso*, des nom et prénom du candidat ;
- La fiche individuelle de renseignements dûment complétée. Cette fiche sera transmise aux membres du jury pour l'épreuve d'interrogation orale.

B – Pour les candidats de nationalité française :

- Un extrait d'acte de naissance datant de moins de trois mois.

C – Pour les candidat(e)s âgé(e)s de plus de 25 ans, selon votre situation :

1 - pour les hommes nés après le 31 décembre 1978 et pour les femmes nées après le 31 décembre 1982 ⁽¹⁾

- une photocopie du **certificat individuel de participation à la Journée Défense et Citoyenneté (JDC) / Journée d'Appel de Préparation à la Défense (JAPD) ;**

Attention : l'attestation de recensement ne correspond pas au document demandé ;

ou

- une photocopie de **l'attestation provisoire de la participation à la JDC ;**

ou

- une photocopie de **l'attestation individuelle d'exemption.**

2 - pour les hommes nés avant le 1^{er} janvier 1979

- une photocopie de l'état signalétique des services accomplis ;

ou

- une photocopie du certificat de position militaire pour les personnes exemptées ou dispensées.

Si vous ne disposez pas d'un justificatif, vous pouvez en faire la demande au Centre des archives du personnel militaire de Pau (CAPM).

Attention : compte tenu des délais de traitement d'une demande qui peuvent atteindre deux mois, il est vivement recommandé aux candidats d'engager dès à présent les démarches nécessaires.

En cas de difficulté, nous vous invitons à contacter sans délai le service des Ressources humaines, par courriel, à l'adresse : redacteur2019@assemblee-nationale.fr.

D – Pour les ressortissants d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen autre que la France :

- Les documents établis par l'autorité compétente de l'État dont ils sont ressortissants, attestant de la régularité de leur situation au regard des obligations du service national, traduits en français et authentifiés par le consulat en France de l'État dont ils sont ressortissants ;
- Un extrait de casier judiciaire, certificat d'honorabilité ou tout autre document équivalent, dans lequel figurent les condamnations prononcées à leur encontre dans l'ensemble des États membres de l'Union européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, autres que la France, traduits en français et authentifiés par le consulat en France de l'État dont ils sont ressortissants.

⁽¹⁾ Pour les femmes nées avant cette date, aucune pièce justificative n'est nécessaire.

**REMBOURSEMENT DES FRAIS ENGAGÉS PAR LES CANDIDATS
ADMISSIBLES MAIS NON ADMIS**

Les conditions de remboursement des frais engagés (transport et/ou séjour) par les candidats résidant hors d'Île-de-France, **admissibles mais non admis**, sont fixées par l'arrêté des Questeurs n° 02-65 du 17 juin 2002, consultable sur le site Internet de l'Assemblée nationale à l'adresse : <http://www2.assemblee-nationale.fr/informations-pratiques/concours-stages-et-apprentissage/fichiers-caches/remboursement-des-frais-de-transport-et-de-sejour-des-candidats>.